

Pas de marge pour de nouvelles ambitions climatiques, selon la FEB

BCG

Dans une étude commandée par la FEB, le consultant BCG estime qu'un relèvement de l'objectif de réduction d'émissions de la Belgique pour 2030 serait "peu réaliste". Une conclusion reprise par la fédération patronale, qui demande un vrai dialogue sur la stratégie de lutte contre les gaz à effet de serre pour la décennie qui vient.

Où faut-il aller chercher les réductions d'émissions de gaz à effet de serre? Sans mesures additionnelles, la Belgique aura réduit ses émissions d'ici 2030 de 13% par rapport à 2005, alors qu'elle est tenue selon les règles européennes de répartition de l'effort de les réduire de 35%. Or l'objectif de l'Union européenne pourrait être revu à la hausse: l'ambition actuelle, réduire de 40% les émissions totales de l'UE pour 2030, a été fixée avant l'Accord de Paris. L'ONU, le Parlement européen et certains États membres plaident pour porter l'objectif à 55%.

"Des discussions suggèrent que la Belgique devrait augmenter significativement [ses objectifs pour 2030]. Cela ne semble pas réaliste."

Dans ce contexte, **le vaisseau amiral du patronat belge verse une contribution qui plaide en défaveur d'un relèvement de l'ambition climatique belge**. La Fédération des entreprises de Belgique (FEB) publie ce mercredi une étude qu'elle a commandée au consultant américain Boston Consulting Group (BCG) qui classe les potentiels de réductions d'émissions selon leur efficacité-coût. Et qui conclut que l'objectif contraignant pour la Belgique de 35% de réduction d'émissions pour 2030 est "juste faisable" et que le chemin pour y parvenir est "très étroit".

CONSEIL

Les principales infos de la journée en un coup d'œil.

Recevez maintenant L'actu du jour de L'Echo.

Envoi quotidien (lu.-ve.) par e-mail - Désinscription en un seul clic

Or, note-t-on à titre indicatif à la FEB, porter l'objectif européen à 55% pourrait se traduire pour la Belgique par un relèvement d'objectif à 48% environ. Sans entrer dans les chiffres, le BCG tranche: "Des discussions suggèrent que la Belgique devrait augmenter significativement [ses objectifs pour 2030]. Cela ne semble pas réaliste" parce qu'il "ne reste plus de poches majeures" de réduction d'émissions à cet horizon en Belgique. Une appréciation que l'on endosse à la FEB: "**Si on doit faire 55%, il faudrait notamment que tous les véhicules soient électriques d'ici 2030. Tout est possible techniquement, mais ça ne paraît pas très réaliste**", commente Olivier Van der Maren, responsable développement durable de la fédération, qui présente le rapport aux côtés du président de la FEB, Bernard Gilliot.

Trois milliards par an

Pour le BCG, la Belgique pourrait réduire ses émissions de 36 millions de tonnes d'ici 2030 par rapport à 2016. Cela correspondrait à la réalisation de l'objectif de -35% assigné à notre pays pour les secteurs non soumis aux quotas d'émissions (transport, chauffage, etc.), auquel on ajouterait le **potentiel de réduction de l'industrie soumise au système européen d'échanges** (European Trading Scheme, ETS). "Cette stratégie de réduction accélérée serait positive pour le pays alors qu'elle conférerait des avantages économiques et de compétitivité", estime le bureau de consultance. À condition "d'agir aussi vite que possible". Et de mobiliser 25 à 35 milliards d'investissements sur les dix années à venir – moins de 1% du produit intérieur brut annuel. Dont une quinzaine de milliards dans les bâtiments, 8 environ dans l'industrie et 7 dans les transports.

Des choix délicats

Sur ces 36 millions de tonnes que la Belgique pourrait économiser, toujours selon l'évaluation du BCG, **12 millions de réduction sont déjà comprises dans les plans publics et privés** – notamment par le taux de rénovation naturel des bâtiments, et l'évolution de la conception des voitures. Reste donc 24 millions de tonnes supplémentaires et pour les atteindre, le consultant américain identifie quatre leviers principaux.

2,5

millions

La Belgique pourrait réduire ses émissions d'environ 2,5 millions de tonnes en stimulant le rythme de rénovation des bâtiments.

La Belgique pourrait réduire ses émissions d'environ 2,5 millions de tonnes en stimulant le rythme de rénovation des bâtiments. Elle pourrait épargner 3 millions de tonnes supplémentaires en remplaçant 33% de la flotte de voitures par des véhicules électriques. Mais selon le BCG, les principaux leviers de réduction d'émission pour la décennie qui vient sont à chercher dans les processus industriels – le secteur ETS, dont les émissions devront avoir baissé de 43% à l'échelle européenne en 2030 par rapport à 2005. Ce qui force à considérer des technologies controversées.

Ainsi, **6 millions de tonnes environ pourraient être épargnées par la capture et le stockage (CCS) ou l'utilisation (CCU) du carbone**. Des technologies clés, "parce que 60% environ des émissions dans les secteurs de la chimie, du ciment et de l'acier sont générées par des réactions chimiques et sont donc sans cela impossibles à éviter", note le BCG. Qui reconnaît cependant qu'il n'est pas encore possible de dire si elles seront assez matures pour être déployées à un prix acceptable dans dix ans.

Enfin, 6,5 millions de tonnes d'émissions pourraient être épargnées en utilisant plus de biomasse et de gaz naturel dans les processus industriels.

Aucun dialogue entre les gouvernements

"Au niveau de l'industrie, on arrive au bout des réductions d'émissions. Soit on délocalise, soit on essaye de trouver des technologies qui permettent de garder l'industrie en Europe", estime Bernard Gilliot. Il est donc urgent d'ouvrir la discussion belge sur la manière de relever le rythme de réduction des émissions, car pour l'heure, poursuit le président de la FEB, *"il n'y a aucun dialogue"*.

"Soit on délocalise, soit on essaye de trouver des technologies qui permettent de garder l'industrie en Europe." "

Bernard Gilliot

Président de la FEB

Les gouvernements fédéral et fédérés travaillent *"dans leur coin"*, ajoute Olivier Van der Maren, qui plaide pour l'organisation, comme cela se fait aux Pays-Bas, de groupes de travail de parties prenantes pour forger des positions collectives et avancer. *"On veut mettre les gens devant leurs responsabilités"*, ajoute Bernard Gilliot: *"Il faut une fiscalité et une politique claires, des actions. Trouver une politique stable à long terme."*

De la clarté, c'est précisément ce que vient de demander la Commission européenne. Comme les autres États membres, la Belgique doit lui remettre sa stratégie nationale à long terme pour janvier 2020. L'exécutif européen a commenté mardi son projet de plan: il faut préciser la portée, le calendrier et les incidences des mesures envisagées; **augmenter sensiblement le niveau d'ambition en matière de renouvelable**; intensifier les efforts dans le secteur du chauffage; améliorer la quantification des informations sur les besoins d'investissements; mieux intégrer les aspects de transition juste et équitable... Un chantier dense que les affaires courantes et l'éclatement du paysage politique belge ne vont pas aider à mener.